

MARGINALISATION

La marginalisation désigne l'ensemble de situations dans lesquelles ses victimes sont soit rejetées à l'extérieur du système de la reproduction sociale (placées en "marge" de celle-ci), soit carrément "exclus", ou tout au moins qu'on a l'impression qu'il en est ainsi. La marginalisation peut frapper des couches sociales (chômeurs, paupérisés), des régions d'un pays, voire même des pays ou un continent dans son ensemble (marginalisation de l'Afrique). Si les faits qu'elle décrit sont par eux mêmes bien visibles et incontestables, il reste à se poser les questions relatives aux mécanismes et aux logiques qui sont à leur origine et, à partir de là, d'identifier les conditions d'une économie politique capable d'en supprimer le déploiement. C'est poser la question de savoir si ces phénomènes sont récents et exceptionnels, ou s'ils sont immanents au système capitaliste moderne.

Le déploiement de phénomènes de marginalisation est une autre manière de dire que la société s'éloigne d'une situation d'homogénéité relative et que s'y accentuent des manifestations d'hétérogénéité. Etant entendu qu'homogénéité n'est pas synonyme d'absence d'inégalités de classes et de pouvoirs, mais désigne seulement que les individus, les groupes sociaux divers considérés sont tous "intégrés" dans un même système, fut-il d'exploitation, qu'il s'agisse du système productif ou du système politique et culturel, démocratique ou non.

Le déploiement du capitalisme développe simultanément des tendances contradictoires à l'intégration et à l'exclusion. L'intensité de la dimension intégration économique s'exprime dans la tendance à ce que la répartition de la valeur et celle de la force de travail entre les différentes branches de la production sont voisines l'une de l'autre et que chaque fois qu'elles s'écartent de cette position des forces interviennent pour les en rapprocher. De ce point de vue le capitalisme central et le capitalisme périphérique offrent deux images contrastées à l'extrême. Pour l'ensemble des sociétés des centres et sur la base de l'identification d'une vingtaine de branches de l'activité économique les deux répartitions considérées se situent dans un éventail de 1 à 3, et cet éventail s'est graduellement rétréci au cours des deux derniers siècles. Par contre pour l'ensemble des périphéries ce même éventail dépasse le rapport de 1 à 20, et tend à s'élargir depuis au moins un siècle et demi. Dit autrement cela signifie que l'économie des centres a fonctionné, en gros et dans la longue période, avec une seule vitesse, tandis que celle des périphéries fonctionne toujours avec plusieurs vitesses. Ou encore que dans les centres le développement a permis un transfert graduel de la grande majorité des populations enfermées dans des activités à faible productivité vers les secteurs "modernes" à productivité élevée. Dans les périphéries par contre les îlots de modernité demeurent noyés dans un océan de "réserves" qui n'ont pas pu être absorbées. Dans ce sens la marginalisation est une donnée permanente caractéristique du capitalisme périphérique.

Cela étant on peut repérer dans l'histoire du capitalisme réellement existant des moments dans lesquels la tendance homogénéisante s'exprime avec force et des phases où au contraire l'hétérogénéité prend de l'ampleur. La période de l'après deuxième guerre (1945 à 1980) et du premier type. Grâce aux politiques du Welfare State les revenus du travail étaient relevés à l'échelle de l'ensemble national en parallèle aux progrès de la productivité moyenne, et le système assurait un quasi plein emploi. L'intégration l'emportait sur l'exclusion. La phase actuelle est caractérisée au contraire par l'explosion de phénomènes de marginalisation.

On a dit à ce propos que les conditions nouvelles créées par les options dominantes qui ont le vent en poupe impliquaient des révisions profondes concernant le concept même de travail. Les formes nouvelles de celui-ci ne permettraient plus d'envisager que les sociétés demeurent homogénéisées, fut-ce relativement par la généralisation d'une forme dominante de rapports sociaux. Economies et sociétés à plusieurs vitesses s'imposeraient partout, tant dans les centres que dans les périphéries. On retrouverait ici et là un "premier monde" de riches et d'aisés, bénéficiant du confort de la nouvelle "société de projets", un "second" monde de travailleurs durement exploités et un "tiers" (ou "quart") monde d'exclus.

En contre point cette thèse, on fait observer que dans les centres il sera probablement impossible de reconstituer durablement une armée de réserve importante et de recentrer les activités sur celles reliées aux nouveaux monopoles technologiques dont ceux-ci bénéficient. Le système politique démocratique ne le permettrait guère. D'une manière ou d'une autre des explosions violentes feront alors bifurquer le mouvement hors des sentiers tracés par l'option néo-libérale (de ce fait non tenable), soit à gauche dans la direction de nouveaux compromis sociaux progressistes, soit à droite dans celle de national populisme fascisants.

D'autre part, dans les périphéries, même les plus dynamiques, il sera impossible que l'expansion des activités productives modernisées puisse absorber les gigantesques réserves logées dans les activités à faible productivité. Les périphéries dynamiques resteront donc des périphéries, c'est à dire des sociétés traversées par toutes les contradictions majeurs produites par la juxtaposition d'enclaves modernisées (fussent-elles importantes) entourées d'un océan peu modernisé, ces contradictions favorisant leur maintien en position subalterne, soumise aux monopoles des centres. Le cas de l'Afrique dans son ensemble est, de ce point de vue, extrême : les réserves inabsorbables dans le cadre du capitalisme ne sont pas inférieures à 80 % de la population globale. La thèse (entre autres développée par les révolutionnaires chinois) que seul le socialisme peut répondre aux problèmes de ces sociétés reste vraie.

La marginalisation de régions, (les Caraïbes), voire d'un continent (comme l'Afrique), au sens de la dégradation de leur position dans la hiérarchie mondiale n'est donc que l'autre face de ce même processus général de redéploiement du capitalisme mondialisé.

La marginalisation ne concerne pas seulement le domaine de la vie économique, mais tous ses aspects : sociaux (anomie et criminalité), politique et culturelle (exclusion des droits de citoyenneté, discriminations sur des bases ethniques, sociales ou religieuses). Généralement les phénomènes de marginalisation économique, politique et culturelle interfèrent fortement et vident de leur contenu les aspirations démocratiques des peuples. La marginalisation est un facteur dans la perte de légitimité des systèmes économiques, politiques et sociaux.

Bibliographie

Samir Amin, Les défis de la mondialisation, L'Harmattan 1996 ; Chap. IX, X.
Samir Amin, Maldevelopment, Zed 1990.